



Les impacts réels de la crise financière sur les entreprises industrielles de l'Aisne

Analyse et conclusions de l'enquête flash
auprès des industriels axonais
réalisée les 27 et 28 octobre 2008

Note méthodologique :

Cette démarche est le résultat d'une enquête effectuée auprès de 172 entreprises industrielles de + de 20 salariés (+ BTP > 50 salariés) du département de l'Aisne. Ces entreprises représentent un total de près de 20 500 salariés. 114 entreprises (soit 66% et qui emploient plus de 10 500 salariés), tous secteurs d'activités confondus, ont bien voulu répondre au questionnaire, entre le 27 et le 28 octobre 2008, mesurant les impacts de la crise financière sur leur activité, sur leurs projets de développement et sur leur ressenti.

Les secteurs d'activités en crise

♦ L'automobile :

On constate tout d'abord que le secteur le plus durement touché par la crise est celui de l'automobile et de ses équipementiers. **90% des entreprises interrogées soulignent un fort, voire un très fort, impact sur leurs activités** depuis la rentrée. Des remarques précisent que certaines entreprises ont ainsi connu une baisse de leur niveau d'activité de -25 à -40 %.

♦ Le BTP :

Les entreprises du BTP, accompagnées par les nombreux sous-traitants, connaissent également des difficultés à des degrés plus ou moins importants. **Ce secteur repose sur les carnets de commandes déjà acquis** et les entreprises ont, dans cette absence de visibilité sur le futur, bien du mal à obtenir de nouveaux contrats.

Des entreprises peu touchées mais sur le qui-vive

Pour tous les autres secteurs d'activités, la majorité des entreprises ne ressentent pas vraiment directement les effets de la crise financière.

En effet, **66% des entreprises (hors secteurs automobile et BTP) indiquent que la dégradation du climat économique n'a pas encore ou peu touché leurs indicateurs de bonne santé** (chiffre d'affaires, carnets de commandes, trésorerie). 8 % d'entre elles seulement ont souligné de fortes conséquences, issues de la crise financière, sur ces indicateurs.

Toutefois, il est à noter que certaines PME se sentent de plus en plus affectées par la dégradation de l'économie, depuis quelques jours.

Plus globalement, on observe un effet de contagion encore timide mais bien présent. Les perspectives d'investissement des entreprises ne subissent pas de revers conséquent mais on relève quelques craintes majeures chez plusieurs d'entre elles. Pour le moment, **seule 1 entreprise sur 4 souhaitant investir a l'intention de retarder ou d'annuler son projet.**

Parmi ces entreprises, **84% expriment des craintes liées au financement de leur projet compte tenu de la conjoncture actuelle.** La prudence semble donc être le mot d'ordre et cet attentisme relatif peut toucher l'économie plus généralement, couplé à une crise des liquidités transversales à tous les secteurs par effet de contagion.

Par ailleurs, des remarques ont été faites sur la nécessité de mettre en place un dispositif permettant aux entreprises d'avoir accès aux crédits.

Un décalage entre la situation personnelle actuelle et les perspectives économiques collectives

Pour la plupart des entreprises, la crise financière actuelle relève plus d'une prise de conscience que d'un réel impact sur leur activité. On le voit à travers les réponses de l'enquête puisque **60 % de l'ensemble des entreprises industrielles interrogées reconnaissent que la crise n'a pas ou peu d'effets** sur leur activité. **Toutefois, 74 % d'entre elles pensent que la crise a un fort impact sur l'économie nationale.** Le décalage entre ce que les entreprises subissent actuellement et l'idée qu'elles se font de la crise économique repose beaucoup sur la crainte d'une baisse de la consommation à plus long terme.

Ce phénomène de décalage traduit une **morosité ambiante** que l'on peut **attribuer en partie à la couverture médiatique** des événements économiques et boursiers de ces derniers mois.

Derrière cette dégradation du moral des entreprises concernant les perspectives économiques globales, on peut entrevoir quelques points positifs pouvant être déterminants pour une éventuelle reprise économique :

- ♦ De manière générale, la situation individuelle est ressentie comme bien meilleure que le contexte économique collectif (**45% des entrepreneurs craignent de subir, dans les mois à venir, les effets néfastes de cette crise pour leur propre entreprise alors que 74% d'entre eux pensent que ce phénomène va toucher fortement l'ensemble de l'économie**). Cette attitude signifie qu'un retournement rapide peut s'amorcer. L'impact des médias sera certainement déterminant.
- ♦ **L'évolution de la parité Dollar/Euro permet également d'être optimiste.** En effet, les perspectives à l'export peuvent s'améliorer avec certains pays si les industriels prennent suffisamment en compte l'exposition aux risques bien différente selon les pays.

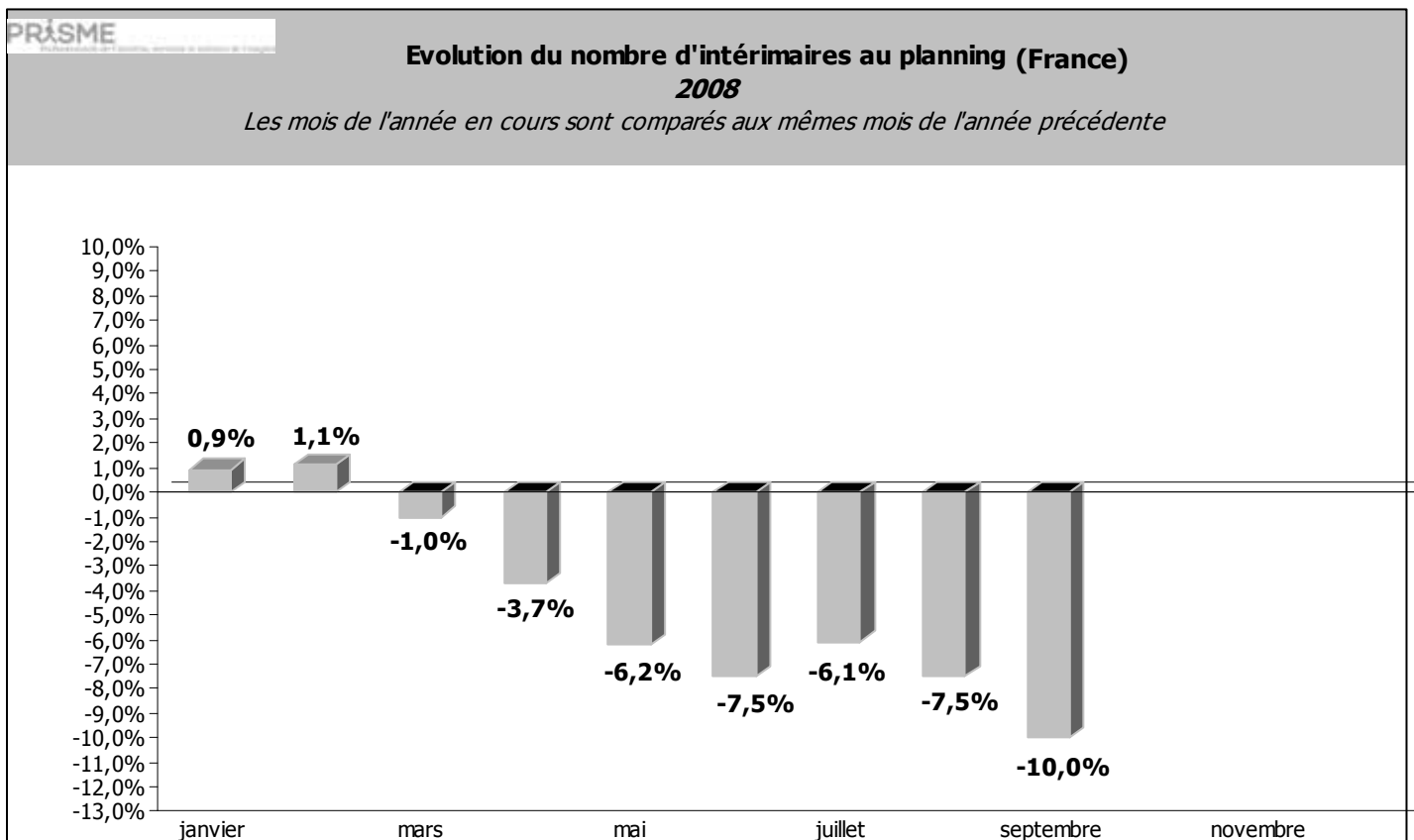
Le marché de l'intérim : un indicateur avancé des effets de la crise sur l'emploi

Depuis la rentrée, l'emploi intérimaire connaît un fort recul dans l'Aisne. Si cet indicateur est à la baisse sur la plan national, il est particulièrement bas en Picardie et encore davantage dans le département de l'Aisne.

En France, le travail intérimaire, bon indicateur de l'évolution du marché du travail, connaît une nette diminution depuis mars 2008. Comme on l'observe sur le document présentant l'évolution du nombre d'intérimaires par mois, en France, la baisse a atteint -10% en septembre et les prévisions ne sont pas bonnes (-12 % pour la 1ère semaine d'Octobre).

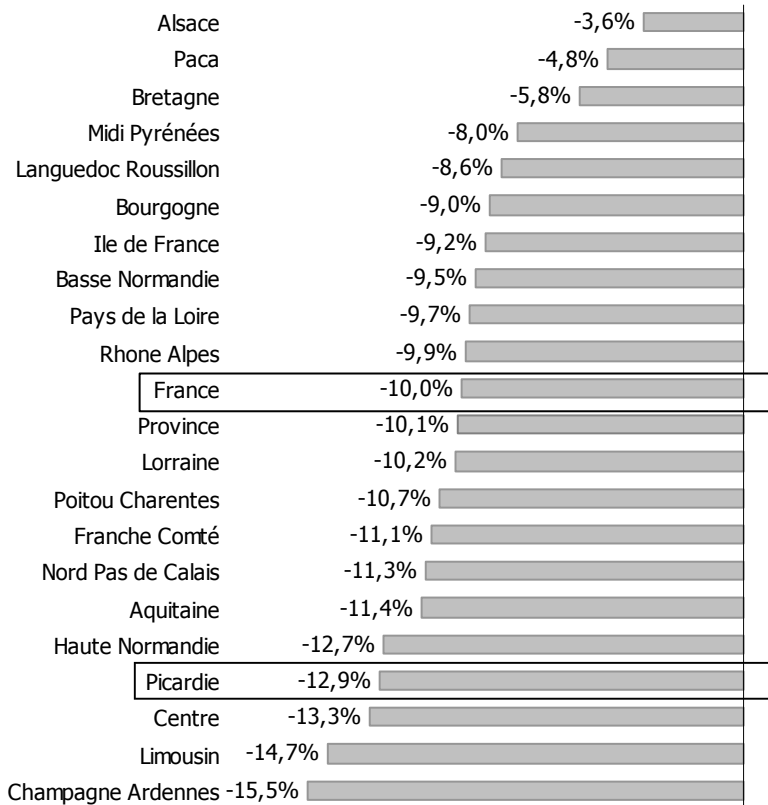
Les tendances de l'emploi intérimaire observées sur le plan régional et départemental sont les mêmes qu'au niveau national avec une accentuation de cette baisse. Ainsi, en juin 2008 par rapport à juin 2007, la diminution du nombre d'intérimaires atteignait -4,5 % en France, -9,1 % en Picardie tandis qu'elle dépassait les -17% dans l'Aisne. Ce fort fléchissement semble se confirmer par la suite.

Cette baisse du recours à l'intérim depuis la rentrée est significative de l'anticipation et des craintes des industriels en terme d'activités économiques pour les mois à venir.



Evolution mensuelle des intérimaires au planning par région

Septembre 2008 (semaines 36 à 39) par rapport à Septembre 2007 (semaines 36 à 39)



Evolution cumulée des intérimaires au planning par région

9 premiers mois 2008 par rapport aux 9 premiers mois 2007

